

La notion d'impôt

1. **Le droit fiscal fait partie de la science financière.**
 - a. vrai
 - b. faux
2. **L'impôt est :**
 - a. toujours un prélèvement pécuniaire
 - b. à la fois un prélèvement pécuniaire ou en nature
3. **Tous les prélèvements obligatoires sont des impôts.**
 - a. vrai
 - b. faux
4. **L'impôt sur le revenu est un impôt :**
 - a. analytique
 - b. synthétique
 - c. indirect
5. **La TVA est un impôt :**
 - a. personnel
 - b. réel
 - c. sur la dépense
6. **La Contribution sociale généralisée est :**
 - a. une imposition de toutes natures
 - b. une cotisation sociale
 - c. une taxe parafiscale

7. **La taxe foncière est :**
- a. un impôt local
 - b. un impôt réel
 - c. un impôt sur la dépense
8. **Les droits sur les alcools sont des impôts :**
- a. spécifiques
 - b. réels
 - c. *ad valorem*
9. **L'impôt sur les sociétés est un impôt :**
- a. progressif
 - b. proportionnel
 - c. spécifique
10. **Les impôts de quotité sont des impôts de répartition.**
- a. vrai
 - b. faux
11. **La taille était un impôt :**
- a. de répartition
 - b. personnel
 - c. réel
 - d. progressif
12. **La gabelle était un impôt :**
- a. direct
 - b. réel
 - c. synthétique
13. **Les dixièmes et les vingtièmes étaient des impôts :**
- a. déclaratifs
 - b. sur le revenu
 - c. indirects
 - d. sur la dépense

- 14. Les « quatre vieilles » sont :**
- a. les impôts créés à la Révolution
 - b. les cotisations sociales versées par les employeurs et les salariés
 - c. les impôts cédulaires
- 15. La théorie de l'autonomie du droit fiscal a été défendue par :**
- a. le professeur Maurice Cozian
 - b. le doyen Troabas
 - c. le doyen Gény
- 16. Le fait générateur détermine :**
- a. le champ d'application de l'impôt dans le temps
 - b. le moment du paiement de l'impôt
- 17. L'impôt est toujours recouvré par un comptable public.**
- a. vrai
 - b. faux
- 18. Une imposition de toutes natures est :**
- a. un impôt
 - b. une redevance pour service rendu
 - c. une taxe
- 19. Le redevable d'un impôt peut refuser d'acquitter sa dette.**
- a. vrai
 - b. faux
- 20. Le Trésor public est chargé de recouvrer :**
- a. la TVA
 - b. l'impôt sur les sociétés
 - c. l'impôt sur le revenu

- 21. La Direction générale des impôts est chargée :**
- a. de recouvrer la TVA acquittée lors d'une importation
 - b. d'établir la liquidation de l'impôt sur le revenu
 - c. de surveiller le respect des règles de concurrence entre les entreprises
- 22. L'impôt est une technique libérale.**
- a. vrai
 - b. faux
- 23. Le mouvement Poujade est :**
- a. une révolte fiscale
 - b. un mouvement ouvrier
- 24. La courbe de Laffer signifie :**
- a. Trop d'impôt tue l'impôt
 - b. Il faut davantage d'impôt progressif
- 25. La finalité d'origine de l'impôt était de :**
- a. redistribuer les richesses
 - b. doter l'État de ressources financières
 - c. protéger l'environnement

Les sources du droit fiscal

26. **L'impôt est une matière réservée :**
- a. au pouvoir législatif
 - b. au pouvoir exécutif
 - c. au pouvoir judiciaire
27. **Le consentement de l'impôt doit émaner :**
- a. du Gouvernement
 - b. du Parlement
 - c. du peuple
28. **Le consentement de l'impôt est :**
- a. éternel
 - b. pluriannuel
 - c. annuel
29. **Le consentement de l'impôt est synonyme du consentement à l'impôt.**
- a. vrai
 - b. faux
30. **L'impôt indirect porte atteinte au principe du consentement.**
- a. vrai
 - b. faux

- 31. Le principe d'égalité devant l'impôt est fondé :**
- a. sur l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen
 - b. sur l'article 6-1 de la Convention européenne des droits de l'homme
 - c. sur l'article 34 de la Constitution de 1958
- 32. Le principe d'égalité devant l'impôt s'apprécie :**
- a. au regard de l'ensemble des impôts
 - b. impôt par impôt
- 33. L'impôt entre en vigueur :**
- a. par la publication de la loi au journal officiel
 - b. par un simple communiqué de presse
 - c. dès le vote de la loi par les parlementaires
- 34. Le principe de subsidiarité des conventions fiscales internationales signifie que :**
- a. la convention s'applique uniquement en cas de double imposition
 - b. la convention s'applique avant les dispositions internes
 - c. la convention s'applique en l'absence de dispositions internes
- 35. Par rapport aux normes législatives, les conventions fiscales internationales ont une valeur juridique :**
- a. supérieure
 - b. inférieure
 - c. identique
- 36. Les modèles des conventions fiscales émanent de :**
- a. l'ONU
 - b. l'OCDE
 - c. l'OMC
 - d. du Conseil de l'Europe

- 37. Les buts d'une convention fiscale sont :**
- a. d'éliminer les doubles impositions
 - b. d'éliminer les cas de non-imposition
 - c. de permettre l'évasion fiscale
- 38. L'article 6-1 de la convention européenne des droits de l'homme est applicable :**
- a. uniquement en matière de sanctions fiscales
 - b. dans toutes les matières fiscales
 - c. dans aucun domaine fiscal
- 39. La coutume est une source du droit fiscal.**
- a. vrai
 - b. faux
- 40. Le principe de la rétroactivité *in mitius* des dispositions législatives s'applique :**
- a. à toutes les dispositions fiscales
 - b. aux seules sanctions fiscales
- 41. Le législateur peut porter atteinte à l'autorité de la chose jugée.**
- a. vrai
 - b. faux
- 42. Si le législateur adopte un dispositif d'amnistie fiscale, celui-ci doit respecter les conditions suivantes :**
- a. les personnes bénéficiaires de l'amnistie sont définies de manière objective
 - b. les modalités retenues limitent les effets de cette mesure à l'apurement des irrégularités antérieures à son entrée en vigueur
 - c. la détermination des personnes bénéficiaires est laissée à la discrétion de l'administration fiscale

- 43. Les règles d'assiette et de liquidation en matière d'impôt sur le revenu sont celles en vigueur :**
- a. le 31 décembre de l'année au titre de laquelle l'imposition est due
 - b. le 31 décembre de l'année au titre de laquelle les revenus sont acquis
- 44. En principe, l'administration fiscale a une compétence :**
- a. liée en matière fiscale
 - b. discrétionnaire en matière fiscale
- 45. Le statut du contribuable est :**
- a. contractuel
 - b. légal
 - c. impersonnel
- 46. Les directives communautaires concernent :**
- a. les impôts directs
 - b. les impôts indirects
 - c. les impôts locaux
- 47. Les dispositions relatives à l'impôt sur le revenu figurant dans le CGI :**
- a. doivent respecter le droit communautaire
 - b. échappent à l'emprise du droit communautaire
- 48. La doctrine administrative est une norme juridique.**
- a. vrai
 - b. faux